

Voir la version en ligne



► **Faire ensemble pour mieux vivre ensemble. Territoires - Travail - Numérique. Mission « Tiers-lieux et coworking ».**

Patrick Levy-Waitz, avec l'appui du CGET représenté par E. Dupont et R. Seillier.

Rapport remis le 19 septembre 2018 à Julien Denormandie, secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Cohésion des territoires.

Fondation Travailler autrement, septembre 2018. 264 p.

► [Le rapport](#) ► [La synthèse](#)

Le développement du numérique, les nouvelles formes de travail comme l'auto-entrepreneuriat et le télétravail, appellent à repenser les usages et ont fait émerger de nouvelles formes d'espaces : fab labs, living labs, maker places... Pour la Mission, ces tiers lieux sont des catalyseurs de développement local.

Elle émet 28 propositions dont 6 propositions principales qui constituent l'ossature du projet :

- Créer une structure nationale des tiers lieux, porteuse des actions de soutien ;
- Appuyer l'émergence de 300 fabriques des territoires ;
- Adosser le mouvement à un fonds d'amorçage qui pourra être abondé par des fonds privés pour lancer le dispositif d'accélération ;
- Professionnaliser le métier d'animateur des tiers lieux ;
- Créer un fonds d'investissement socialement responsable (ISR) de 50 M€ pour aider à la reconversion d'espaces en tiers lieux ;
- Favoriser la coordination public-privé en encourageant la mise à disposition de locaux par les collectivités et en formant les agents publics aux Tiers lieux.

Coopération territoriale

► **Environnements territoriaux des métropoles : quelles stratégies de coopération mises au service du développement local ? Analyse comparée des systèmes de Lille, Nantes et Toulouse.**

Rapport d'étude des élèves de l'Ecole urbaine de Sciences-Po, septembre 2018. 100 p.

L'ADGCF, l'AdCF et l'APVF ont confié à un groupe d'étudiants de l'Ecole urbaine de Sciences Po une étude visant à réaliser une analyse comparée des systèmes territoriaux de Lille, Nantes et Toulouse.

Le rapport s'appuie sur les entretiens menés par les auteurs avec plus d'une trentaine d'élus et de

dirigeants territoriaux des trois métropoles étudiées pour entendre à la fois le point de vue de la métropole mais aussi celui de ses territoires environnants, qu'ils soient ou non engagés dans des coopérations formalisées avec « leur » métropole. Il ressort de ce rapport que la coopération entre métropoles et territoires environnants est une perspective envisagée par l'ensemble des acteurs, qui lui reconnaissent quasi unanimement un « potentiel » de développement des territoires (avec des intensités naturellement variables selon les politiques et les territoires).

► **Ce couple régions-intercommunalités qui doit faire ses preuves.**

Bastien Scordia.

Acteurs publics, sept-oct. 2018. pp. 70-80.

Au sommaire : interview de Vincent Aubelle, professeur des universités (Paris-Est Marne-la-vallée) : "Le problème de la réorganisation territoriale a été pris à l'envers" ; "Ce couple régions-intercommunalités qui doit faire ses preuves" ; "Régions-intercommunalités : des compétences en miroir ».

Coopération transfrontalière

► **Renforcer la coopération transfrontalière.**

Journée d'Etude et de Réflexion 2018-2022 - Actes 41

Centre des hautes études du ministère de l'Intérieur (CHEMI), Mission opérationnelle transfrontalière (MOT), juin 2018. 32 p.

Les échanges ont associé des représentants de la DG REGIO, du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères, du CGET, ainsi que le député Sylvain Waserman, et ont notamment porté sur la vision prospective de la coopération, les financements européens, le thème de la sécurité ou encore les obstacles juridiques. La nécessité de renforcer le dynamisme des territoires frontaliers a été rappelé comme le rôle essentiel du préfet.

Economie sociale et solidaire

► **Tout ce que vous pouvez apporter l'ESS.**

A. Detourné.

[Dossier in] Lettre du cadre territorial, n° 520. Août-sept. 2018. pp. 30-36

Imbriquant dimension entrepreneuriale et utilité sociale, l'ESS oblige les collectivités à bousculer leurs habitudes et incite à la transversalité. Cependant, l'ESS n'est pas forcément visible au niveau territorial. Il y a certes des territoires pionniers et engagés, mais il faut souvent s'adresser au niveau régional pour trouver des interlocuteurs légitimes et connaisseurs des entreprises et dispositifs dédiés à son fonctionnement. Focus sur le sujet en trois temps : ESS, une dynamiteuse de silo, une mobilisatrice de ressources et un outil "rêvé" pour permettre aux collectivités d'agir là où la loi NOTRe tentait de réduire leur périmètre.

► **L'ESS dans les politiques régionales en 2018.**

Avise. Septembre 2018. En ligne.

A la fois point d'étape et décryptage, cet article propose un résumé de l'actualité régionale du premier semestre 2018, à l'heure des stratégies régionales à l'économie sociale et solidaire et du renouvellement des aides et des dispositifs d'appui dédiés. Annuaire des dispositifs régionaux et cartographie des politiques régionales de l'ESS sont également proposés en ressources complémentaires.

Egalité - Inégalité

► **Inégalités, injustices, ressentiment.**

François Dubet.

AOC media, septembre 2018. En ligne.

En faisant sa place, l'idéal démocratique a multiplié les motifs de revendications. Les inégalités ont ainsi cessé d'être vécues seulement par les classes populaires et suscitent aujourd'hui les protestations des femmes, des personnes âgées, des minorités, des périurbains, des non-binaires... Cette nouvelle expérience des inégalités, très personnelle et ne reposant plus sur un vécu de classe, débouche sur l'aigreur et le ressentiment plutôt que sur le ralliement à un mouvement social.

Europe

► **L'Europe en question(s). La vision des socioprofessionnels du Grand est. (Actes du colloque Ceser du 10 juillet 2018).**

Ceser Grand Est, septembre 2018. 24 p.

En juillet dernier, le Ceser Grand Est a organisé une journée de débat dans le cadre des consultations citoyennes lancées en avril par le Président de la République à Strasbourg. Le Gouvernement a demandé aux organisations de la société civile de prendre leur part, via les Ceser. La matinée a été consacrée à une session de travail en ateliers (économie, social, environnemental), trois des principaux sujets de préoccupation régulièrement au cœur de l'actualité européenne. L'après-midi, sur la base de la restitution des travaux menés en ateliers le matin, a eu lieu un débat général pour échanger, de manière transversale, sur les idées et points de vue qui ont émergé.

Gouvernance urbaine

► **Jean Haëntjens : « Le métier de maire n'échappe pas à l'ubérisation ».**

Grand entretien.

Horizons publics, #3, juillet 2018. En ligne

Économiste et urbaniste, Jean Haëntjens est un spécialiste des stratégies urbaines auprès de collectivités locales, d'institutions publiques et d'entreprises. Auteur prolifique sur la question, il met en garde dans son nouvel essai « Comment les géants du numérique veulent gouverner les villes » sur le rôle et l'influence des GAFA dans la cité politique, et pose ouvertement la question d'un maire devenu « ubérisable » s'il ne devance pas et n'anticipe pas les transformations à l'œuvre dans nos sociétés démocratiques.

Industrie du futur

► **Industrie du futur, prêts, partez !**

Institut Montaigne, Boston Consulting Group, septembre 2018. 106 p.

L'Institut Montaigne a travaillé avec les régions, les universités, les grands groupes industriels et les PME et ETI afin de mieux comprendre ce qu'est l'industrie du futur et surtout le rôle que celle-ci pourrait jouer dans la redynamisation de l'industrie française, les conditions de son déploiement et les bénéfices sociaux, environnementaux, économiques que celle-ci pourrait apporter. De ces réflexions découle une proposition centrale : la mise en place sur notre territoire de centres d'accélération de l'industrie du futur. Ces centres d'accélération répondent aux enjeux d'innovation, de formation et d'accompagnement, rassemblant les différentes solutions sous un même toit, et encourageant les collaborations entre acteurs d'un même écosystème. Ces derniers permettraient de rationaliser les dispositifs d'aides à l'industrie du futur qui existent déjà mais qui demeurent parfois peu lisibles ou sont trop dispersés pour être réellement efficaces.

Ingénierie territoriale

► **L'ingénierie territoriale face au défi du développement économique dans les ruralités.**

Institut d'Auvergne du Développement des Territoires (Iadt), Groupement de recherche sur

l'administration locale en Europe (GRale), 2018. En ligne

Dans la volonté commune de l'ladt et du GRale de privilégier les interactions entre le monde de la recherche et celui des collectivités territoriales, une journée d'étude s'est tenue le 6 avril dernier, autour des thématiques suivantes : "Quels choix stratégiques pour les régions et les collectivités territoriales ? Quelle méthodologie pour construire un projet durable de développement économique ?" ; "L'adaptation des outils de l'interventionnisme économique local au milieu rural : bilan d'expériences locales et nationales" ; "De l'ingénierie d'État à l'ingénierie des territoires (région, département, agences locales, Pays/PETR, clusters)" ; "Les nouvelles fonctionnalités et démarches au service du développement des territoires ruraux : approche interterritoriale et dialogue métropolitain, partenariat entre collectivités et organismes de l'économie sociale et solidaire, méthodes participatives, recherche-action et nouvelles compétences professionnelles". Les vidéos de l'ensemble des interventions sont accessibles via les actes numériques de cette journée.

Innovation urbaine

► Urban Labs : un modèle sous haute tension.

Raphaël Besson

***The Conversation*, 18 septembre 2018. En ligne**

Dans un contexte marqué par des mutations écologiques, sociales et économiques majeures, les villes se situent au cœur des transitions. Ainsi les processus de planification urbaine ont-ils progressivement cédé le pas à un urbanisme tactique, éphémère et collaboratif. Les « starchitectes » et les ingénieurs semblent s'effacer au profit de collectifs, de « Makers » et de jardins partagés. Les habitants et les usagers se transforment en « citoyens contributeurs », le « soft » prend sa revanche sur le « hard ». Aux cadres juridiques publics et/ou privés se substitue et se construit une pensée des communs.

Métropole

► La vie des métropoles au XXIe siècle vue par les ateliers internationaux de maîtrise d'oeuvre urbaine.

Jean-Michel Vincent.

Fondation Jean Jaurès. Septembre 2018. 5 p.

Les ateliers internationaux de maîtrise d'œuvre urbaine sont une fabrique exceptionnelle de la ville de demain, mobilisant chaque année de jeunes experts venus du monde entier, dans une logique stimulante de confrontation d'idées et d'invention urbaine. Jean-Michel Vincent, ingénieur-urbaniste, présente les grands questionnements et documents de préparation de cette session consacrée aux métropoles du XXIe siècle. D'autres [documents](#) de cet atelier sont disponibles sur le site de l'association.

Participation citoyenne

► Comment coconstruire avec les citoyens ?

Emilie Marzolf.

***Acteurs publics*, n° 135, sept-oct 2018. pp. 53-67**

Les citoyens commencent timidement à être appelés à enrichir une loi de leurs idées quand la production des services publics est de plus en plus centrée sur les besoins des usagers. Dans ce dossier, *Acteurs publics* analyse la place du citoyen dans les différents processus qui fondent la décision et déterminent l'action publique.

► Aux sources de la construction des territoires : des initiatives sociales et solidaires spatialisées.

Amélie Lefebvre-Chombart.

***Géocarrefour*, 92/4 | 2018. En ligne.**

A la croisée de la géographie sociale et de la géographie rurale, cet article analyse la prise d'initiatives sociales et solidaires au sein des territoires et leur inscription au sein d'un maillage territorial. Il examine ainsi la transformation d'individus en acteurs du quotidien, et revient aux fondamentaux de l'appropriation territoriale.

Pauvreté

► Baromètre de la pauvreté. Edition 2018.

Secours populaire français. Publ. sept 2018. 18 p.

L'intensification de la pauvreté en France en 2018 poursuit une tendance inquiétante. Plus d'un tiers des Français y a été confronté comme les chiffres du nouveau baromètre Ipsos-SPF le montrent et ils sont nombreux à redouter l'avenir difficile réservé à leurs enfants.

Prospective territoriale

► Inviter le public à participer à la prospective territoriale : véritable ouverture ou faux semblant ?

Stéphane Cordobes, Frédéric Gilli.

***Horizons publics*, #4, juillet 2018. pp. 85-87**

Sous des labels différents, beaucoup de collectivités locales ont lancé des démarches de prospective, de concertation, de consultation visant à réfléchir de manière stratégique à l'avenir de leur territoire. Ces approches s'hybrident au point que l'on ne sache plus dans certains cas s'il s'agit de dispositifs de prospective ou de débats publics. Quand les collectivités renouvellent leur manière de penser et de débattre de leur avenir.

Responsabilité environnementale

► RSE et environnement. Economie circulaire, gouvernance et responsabilité environnementale.

Plateforme RSE, France Stratégie, Septembre 2018. 94 p.

La Plateforme RSE a constitué en 2016 un groupe de travail « *RSE et environnement* » pour élaborer un état des lieux et des propositions. Elle présente ici un diagnostic sur le pilier environnemental de la RSE et formule des recommandations adressées aux différentes parties prenantes.

Santé

► De l'accès aux soins à l'accès aux services.

***Regards*, 2018/1 (n° 53), 170 p.**

Dans ce numéro, l'École nationale supérieure de Sécurité sociale consacre son dossier central à l'accès aux soins, en prenant soin de détailler ce que recouvre cette notion, très souvent utilisée soit pour louer l'universalité de notre système, soit au contraire pour en dénoncer les insuffisances ou les dangers, et notamment les inégalités qu'il laisse perdurer ou se creuser. Sont traitées les difficultés d'accès aux soins, l'inégale répartition de l'offre de soins, l'articulation entre politiques nationales et locales. La dernière partie du dossier élargit le périmètre de la réflexion en revenant, au-delà de l'accès aux soins, sur les notions d'accès au droit et d'accès aux services.

► Accessibilité aux médecins généralistes en France : les méandres de la construction des zones sous-dotées.

IRDES - Guillaume Chevillard ; Véronique Lucas-Gabrielli, 2018. 7 p.

Face à l'inégale répartition géographique des médecins, les pouvoirs publics ont défini depuis 2005 des zones sous-dotées pour y déployer des mesures permettant d'attirer et de maintenir ces professionnels de santé. La définition de ces zones s'est complexifiée au fur et à mesure que les

dispositifs s'étoffaient et que de nouveaux acteurs s'emparaient de cette question (collectivités territoriales, État, Assurance maladie). L'objectif est ici de montrer comment la montée en puissance d'une politique publique conduit, de par la multiplicité des acteurs et des territoires afférents mobilisés, à en réduire la portée.

Sécurité - Insécurité

► D'un continuum de sécurité vers une sécurité globale. Rapport de la mission parlementaire.

Alice Thourot ; Jean-Michel Fauvergue (Rapp.).

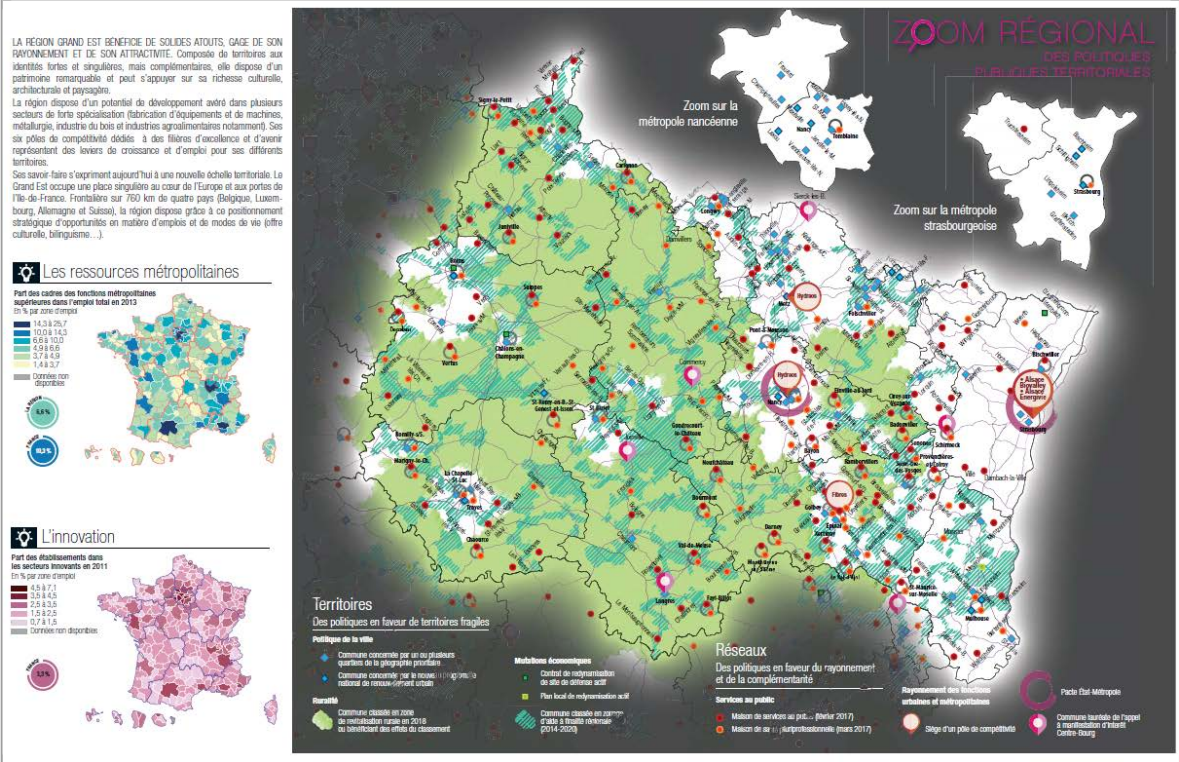
Assemblée nationale. Septembre 2018. 180 p.

Chaque jour, près de 250 000 personnels composant les forces de sécurité de l'État agissent pour sécuriser les Français et le territoire national. Qu'ils soient policiers ou gendarmes nationaux, ils ont tous à cœur de remplir leurs missions : protéger nos concitoyens, être au plus près du terrain, mais aussi lutter contre la menace terroriste. Toutefois, ils ne sont pas les seuls à exercer dans le domaine de la sécurité et de la sûreté. En effet, près de 21 500 policiers municipaux et plus de 165 000 agents privés de sécurité ont rejoint ce secteur. Avant de formuler ses recommandations, la mission parlementaire a dressé l'état des lieux des forces en présence, en tenant compte de leurs atouts comme de leurs faiblesses.

Territoires

Une carte, un focus

► Le nouveau visage des régions françaises



A l'occasion de la réforme territoriale et du passage de 22 à 13 régions métropolitaines, le CGET présente une série de dépliant intitulée « **Le nouveau visage des régions françaises** » et dressant un portrait de chaque nouvelle région. Une sélection de chiffres clés, de cartes et graphiques synthétiques permettent d'appréhender les dynamiques et enjeux du territoire au travers de trois approches : situation socio-démographique, fragilités, et leviers d'action. Les leviers rassemblent notamment les politiques portées par le CGET en matière de lutte contre les inégalités territoriales et de redynamisation des territoires fragiles : en faveur des quartiers politique de la ville, des zones

rurales, des centres-villes en déprise ou des structures conduisant des programmes d'accès à l'emploi, aux soins et aux services publics.

Une version numérique des dépliants est disponible en téléchargement sur la cartothèque du CGET à l'adresse suivante : www.cget.gouv.fr/ressources/cartotheque

Contact : CGET, service cartographie >> Cartographie@cget.gouv.fr

► CIST2018 « Représenter les territoires ».

Le 4e colloque du CIST, qui s'est déroulé à Rouen du 22 au 24 mars 2018, visait à mobiliser les sciences territoriales pour aborder la question des représentations. Son objectif était de se saisir de cette approche des territoires par les représentations et de déterminer ce qu'elle apporte à l'analyse des territoires, d'un point de vue théorique, méthodologique et empirique. L'ensemble des communications est disponible en ligne, sur l'archive ouverte pluridisciplinaire HAL.

Ville intelligente

► Smart city : quelles relations public-privé pour rendre la ville plus intelligente ?

Carine Staropoli ; Benoît Thirion.

Terra Nova. Septembre 2018. 41 p.

La smart city est une réponse, fondée sur les technologies numériques et la donnée, aux défis auxquels sont confrontés les territoires urbains : sécurité, pollution, gaspillage énergétique, changement climatique, urbanisation galopante, inégalités et exclusion sociale... Elle poursuit un objectif essentiel : améliorer la qualité de vie des citoyens. Si elle est portée par une dynamique indéniable, la ville intelligente fait cependant face à un double risque : d'une part, rester à l'état d'outil marketing, passant à côté des potentialités du numérique pour les territoires, et, d'autre part, échapper aux collectivités publiques, au profit des plateformes numériques et plus généralement des opérateurs privés. Dans ce contexte, le rôle des collectivités publiques doit être réaffirmé. Mais la transformation numérique des territoires ne peut se faire contre les acteurs privés de la ville ni sans eux. Les relations public-privé doivent ainsi être mieux organisées pour favoriser l'émergence de villes intelligentes en France. En particulier dans trois domaines : la réalisation des investissements nécessaires, le renforcement de la « transversalité » de la ville et la complémentarité entre services publics et privés. Ce sont ces trois enjeux que présente ce rapport de Terra Nova.

Actualité parlementaire et réglementaire

► **Décret n° 2018-796** du 17 septembre 2018 portant création d'un délégué interministériel au développement de l'apprentissage dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville.

► **Proposition de loi** visant à renforcer l'école de la République dans les territoires ruraux. Publ. Sénat 11 septembre 2018. 10 p.

► **Question écrite** Sénat relative aux nouveaux périmètres intercommunaux et dotation globale de fonctionnement des communes [DGF/DSR/DSU]. Publ. JO Sénat du 13 septembre 2018.

Commissariat général à l'égalité des territoires

Conception : Isabelle Rican & Sylvère Geniaux / Service de veille - Direction des stratégies territoriales.

>> S'abonner : accès direct à [l'encart d'inscription](#)

>> Nous contacter : enquelquesclics@cget.gouv.fr

Conformément à la loi "Informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les rectifier ou vous opposer à leur traitement et à leur transmission éventuelle à des tiers en écrivant à : Commissariat général à l'égalité des territoires | Service communication - 20 avenue de Ségur – TSA 10717 – 75334 PARIS CEDEX 07 ou en envoyant un

courriel à l'adresse suivante : info@cget.gouv.fr



MINISTÈRE
DE LA COHÉSION
DES TERRITOIRES



© 2017 CGET

[Se désinscrire](#)